



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement et  
du Logement Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 18/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MARCILLAT CORCIEUX**

667 rue de la Gare  
BP 4  
88430 Corcieux

Références : S-23-830RP

Code AIOT : 0006202172

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2023 dans l'établissement MARCILLAT CORCIEUX implanté 667 RUE DE LA GARE 88430 Corcieux. L'inspection a été annoncée le 09/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans l'action collective "incompatibilité chimique". Elle s'appuie sur les textes suivants :

- arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- règlement européen (REACH) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 ;
- arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juin 2003.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MARCILLAT CORCIEUX
- 667 RUE DE LA GARE 88430 Corcieux
- Code AIOT : 0006202172
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une laiterie appartenant au groupe Lactalis et est spécialisé dans la fabrication de fromage.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance de l'installation et accès	Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.7.1	/	Sans objet
2	Prévention des risques, formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 2.1.32	/	Sans objet
3	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.7.7	/	Sans objet
4	Identification et localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.6.6	/	Sans objet
5	Produits associés à une même rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 III	/	Sans objet
6	Etat des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II	/	Sans objet
7	Volume des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 I	/	Sans objet
8	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
9	Prescriptions issues des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est rigoureusement géré en termes d'incompatibilité chimique.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Surveillance de l'installation et accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.7.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation se fera sous la surveillance directe, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.  Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir accès libre aux installations.  <b>Constats :</b> L'exploitation est organisée de telle sorte qu'une surveillance permanente est organisée. Les personnes extérieures n'ont pas accès au site sans passer par un poste de gardiennage. Ainsi, dans le cas de la livraison de produits chimiques, l'accueil est assuré par un des agents qui disposent de la formation ADR. Cette personne accompagne le chauffeur pendant toutes les opérations de dépotage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Prévention des risques, formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 2.1.32
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation «sécurité » de son personnel. Une formation spécifique est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations frigorifiques ainsi qu'au personnel non affecté spécifiquement à celles-ci, mais susceptible d'intervenir dans celles-ci.  Cette formation doit notamment comporter : <ul style="list-style-type: none"><li>• toutes les informations utiles sur l'ammoniac ;</li><li>• les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;</li><li>• des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement. A la demande de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant devra justifier les exercices qui ont été effectués ;</li><li>• un entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les personnels sont formés aux risques chimiques dès l'embauche puis tous les trois ans. L'exploitant a présenté le livret de formation à l'inspection qui s'avère être complet et didactique. Concernant l'installation ammoniac, celle-ci est en cours de livraison. Seuls les personnels de la maintenance seront habilités à y intervenir. Pour l'heure, ces personnels sont accompagnés par le prestataire et leur intervention est encadrée par des protocoles présentés à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Consignes d'exploitation et de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.7.7
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage, arrêt, fonctionnement normal, entretien ...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites ; ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les modes opératoires ;</li><li>• la liste des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien et à la remise en route après un arrêt prolongé, pour d'autres causes que les travaux de maintenance ou d'entretien ;</li><li>• la fréquence des contrôles des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li><li>• les instructions de maintenance et de nettoyage ;</li><li>• le maintien dans l'atelier de la quantité nécessaire au fonctionnement de l'installation.</li></ul> <p>Ces consignes seront tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les consignes mises en place. <p>Plus particulièrement sous l'angle des incompatibilités chimiques, l'inspection a constaté que des procédures sont mises en place sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• pour ce qui concerne les procédures de dépotage, à proximité de chaque point de dépotage;</li><li>• pour ce qui concerne l'usage des produits chimiques, par affichage de « fiches de sécurité utilisateurs » à proximité des postes de travail. En l'espèce il s'agit de fiche au format A3 qui reprennent les informations essentielles des Fiches de Données de Sécurité (FDS). L'inspection a identifié un cas où une procédure de gestion d'un accident potentiel mériterait d'être rédigée. Il s'agit de l'aire de dépotage du site de potabilisation d'eau. A cet endroit, trois raccords de dépotage sont présents : acide chlorhydrique (9 %), chlorite de soude (7,5 %), extrait de javel (47/50). Les consignes prévues et l'affichage précis et très explicite minimisent autant que possible le risque d'accident. Pour autant, ces raccords ne sont pas munis de détrompeurs et il demeure donc possible de dépoter un produit dans une cuve de produit incompatible. Le risque est un dégagement gazeux de chlore, même si les concentrations des produits sont faibles. Il est demandé à l'exploitant d'envisager ce scénario, d'en tirer les conséquences et d'en informer l'inspection des installations classées.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Identification et localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.6.6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant recense sous sa responsabilité les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations.</p> <p>L'exploitant détermine, pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles, émanations toxiques) qui la concerne. Ce risque est signalé.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan d'établissement répertorié qui détaille les risques potentiels répartis au sein de l'établissement. L'inspection a constaté que ce risque est signalé sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Produits associés à une même rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 III
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<b>Constats :</b> La stratégie de l'exploitant est double selon les secteurs : <ul style="list-style-type: none"><li>• soit chacun des produits dispose d'une rétention sans mélange des produits incompatibles ;</li><li>• soit les produits sont stockés à même le sol (en ce cas c'est le bâtiment qui fait rétention avec renvoi éventuel vers le bassin tampon de la station d'épuration) mais les produits qui leur sont incompatibles disposent d'une rétention spécifique (c'est le cas des alcalins qui sont disposés à même le sol dans l'unité de fabrication des fromages alors que les acides sont stockés sur rétention). Seuls des produits dilués à 1 % (encours de soude et d'acide) peuvent être associés à une même rétention.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Etat des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que les rétentions vues sont en bon état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Volume des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 I
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont associés à des rétentions de volumes qui répondent aux prescriptions du présent article.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un état hebdomadaire des matières stockées au niveau de l'ensemble du site. Chaque responsable de secteur tient à jour en temps réel un état complémentaire des matières stockées. Ces données sont disponibles sur le serveur du site qui est externalisé à Laval et donc accessible en 24/7 quelles que soient les conditions ou événements. <p>L'exploitant a par ailleurs présenté l'ensemble des fiches de données de sécurité. L'exploitant est proactif dans leur mise à jour.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Prescriptions issues des FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que l'exploitant a traduit les fiches de données de sécurité en « fiches de sécurité utilisateur » qui en reprennent les éléments essentiels : identification du produit (dénomination commerciale, fournisseur dont n° de téléphone, composition, utilisation), identification des dangers, protections individuelles, premiers secours, mesures en cas d'accident et conditions de stockage. L'inspection a vérifié par sondage que les prescriptions des fiches de données de sécurité sont respectées sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet